



PES • PSE • SPE  
98, rue du Trône  
B-1040 Bruxelles  
Tel: +32 2 548.90.80

## **Présidence du PSE - Paris, le 19 mai 2005**

### **Déclaration du PSE en faveur de la proposition du secrétaire général de l'ONU pour la création d'un Conseil des Droits de l'homme de l'ONU**

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a présenté en mars 2005 un rapport intitulé « Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et droits de l'homme pour tous », dans lequel il présente ses propositions afin de faire des Nations Unies une organisation plus efficace et capable d'atteindre les objectifs de développement, de sécurité et de respect des droits de l'homme, tels qu'ils sont établis par la Charte fondamentale.

Les états membres des Nations Unies se sont à présent engagés dans un processus de discussion et de négociation sur la base des propositions formulées par le secrétaire général, dont l'aboutissement sera l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2005.

S'il est trop tôt pour savoir quels seront les résultats de l'Assemblée générale, il est par contre clair que l'attention dans le débat politique mondial et au sein de l'opinion publique se portera clairement sur l'impératif d'une réforme de l'ONU. Cette réforme n'est plus seulement le sujet de négociations intergouvernementales mais suscite bien l'intérêt marqué de l'opinion publique en général et des mouvements civiques en particulier, à la suite des événements internationaux qui se sont déroulés au cours des dernières années.

La dimension des droits de l'homme dans les propositions de réforme du secrétaire général mérite qu'on s'y attarde plus particulièrement et qu'on en fasse l'éloge. Nous, sociaux-démocrates européens, croyons que ni la sécurité ni le développement ne pourront être garantis sur cette planète sans le respect des droits de l'homme.

Les sociaux-démocrates européens croient que l'actuelle Commission des droits de l'homme de l'ONU s'est révélée être un mécanisme inefficace et partial pour l'identification et la condamnation des violations des droits de l'homme partout dans le monde.

Le système actuel de rotation de la Commission ONU permet aux gouvernements dont la conduite en matière de droits de l'homme est plus que déplorable, tels que le Soudan ou la Libye, d'en devenir membres et donc de bloquer les efforts visant à condamner leurs pratiques. Le résultat en a été une perte de crédibilité marquée des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme.

Les sociaux-démocrates européens apportent dès lors leur plein soutien à la proposition du secrétaire général de l'ONU d'abolir cette commission et de la remplacer par un Conseil ONU des Droits de l'homme.

Nous sommes en faveur de la proposition visant à procéder, tous les trois ans, à un examen par les pairs de la conduite de chaque pays en matière des droits de l'homme, mettant ainsi fin au système de résolutions présentées par les différents pays. Nous appuyons également la proposition de faire de ce Conseil des droits de l'homme un organe permanent, se réunissant toute l'année plutôt que pendant 6 semaines (durée actuelle du mandat de la commission), ce qui permettrait au Conseil de mieux répondre aux situations de crise.

Nous, sociaux-démocrates européens, nous engageons à participer aux efforts internationaux des forces progressistes visant à faire aboutir le processus de réforme institutionnelle des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme.

Nous exhortons l'Assemblée générale de l'ONU de septembre 2005 à prendre en compte les appels de l'opinion publique en faveur de l'établissement d'un Conseil ONU des droits de l'homme.